

Chômage régional

Ainsi, la motion conservatrice pourrait être utile, car le gouvernement reconnaît lui aussi la nécessité de lutter contre les inégalités régionales. C'était vrai hier, c'est vrai aujourd'hui, et, faut-il le dire, ce sera encore vrai demain. Pour l'affirmer, il faut tout simplement être honnête et réaliste. Pourquoi faire croire le contraire? C'est précisément ce qui contribue à détruire la crédibilité des hommes publics qui ont toutes les solutions quand ils sont dans l'opposition et qui seraient des incapables si jamais ils étaient au pouvoir.

Monsieur le président, la motion d'aujourd'hui risque d'être encore une perte de temps puisque c'est une histoire que certains veulent nous conter. Quant à nous, c'est l'histoire que nous avons à faire à l'avantage des Canadiens. Je veux, de mon côté, féliciter le ministre et le gouvernement pour ce qu'ils réussissent à accomplir. Je pense que si l'honorable député d'Egmont (M. MacDonald) s'était donné la peine de lire le rapport annuel 1975-1976 du MEER, il aurait constaté le travail et l'efficacité de l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale. Il aurait pu relire aussi le document intitulé: *Le contexte de développement*, publié par le ministère de l'Expansion économique régionale. Enfin, il aurait pu aussi lire les divers cahiers intitulés: *Perspectives de développement pour chacune des régions du Canada*, toujours publiés par le MEER. Il aurait alors constaté qu'il ne s'agit pas que de mots et d'espoirs créés, mais de gestes concrets pour répondre aux Canadiens, où qu'ils soient au Canada.

Évidemment, je comprends, avec l'honorable député, que lorsqu'on parle de la stratégie de développement, il arrive malheureusement trop souvent qu'on ne puisse se rendre jusque dans nos régions éloignées, et c'est là qu'il s'agit de faire preuve d'imagination et de savoir-faire pour tenter de rendre les lois opérantes jusque dans nos régions. Il est quand même un fait reconnu, monsieur le président, savoir que chez moi, comme d'ailleurs dans tout le Québec rural, on a trop souvent tendance à se trouver au bout du monde, on a tendance à ne jamais voir le gouvernement, et on le trouve toujours trop loin. C'est alors qu'on se replie sur des thèses régionalistes, quand ce ne sont pas des thèses locales qui n'ont rien de dynamique ni d'efficace quand on veut parler de l'économie canadienne et d'économie régionale.

Je comprends l'opposition, mais avec un peu de réflexion et suffisamment de courage, on se reporte au niveau national. Le gouvernement n'est donc pas responsable de la crise actuelle, et les solutions doivent plutôt venir des divers niveaux de gouvernement. Ainsi, le gouvernement fédéral est celui qui doit assumer, qui assume effectivement, un leadership dans le développement régional. C'est là d'ailleurs l'essence même de la Confédération. Le gouvernement fédéral est prêt à le faire, et il est disposé à assurer ce leadership tout en n'imposant pas ses volontés; sinon, on aurait déjà commencé à parler d'arrogance et de pouvoir centralisateur.

Les gouvernements provinciaux ont aussi un rôle à jouer, et même le Québec actuel doit jouer ce rôle à l'avantage des Québécois, parce qu'il a droit à ce fédéralisme rentable pour lui comme pour d'autres. Que le gouvernement du Québec soit ce qu'il a promis, un vrai et un bon gouvernement, et qu'il n'empêche pas le gouvernement Trudeau d'être, lui aussi, un vrai et bon gouvernement pour les Québécois. Mais on peut ajouter que, si la situation continue, le gouvernement Trudeau devra non seulement être bon, mais être ce qu'il est, soit

extraordinaire, appuyé par une opposition non moins extraordinaire, parce qu'on aura décidé de prendre les bons moyens pour garder le Québec dans le Canada. Je pense que cela est encore possible, parce que cela est majoritairement ce que les Québécois veulent avec, bien sûr, des conditions *sine qua non*, mais des conditions justes et raisonnables. Monsieur le président, en effet je pense que, où que nous soyons à la Chambre, qui que nous soyons, nous avons un rôle efficace à jouer dans le sens des besoins de nos électeurs.

En dessous des gouvernements provinciaux il y a les structures municipales qui, elles aussi, doivent accepter des responsabilités de développement, et ce développement doit se faire en conformité avec les désirs et les moyens des citoyens. Finalement, il y a les citoyens eux-mêmes qui sont intéressés par le développement à divers titre et dans différentes fonctions. Puisque je dois conclure, je dirai que le gouvernement est disposé à partager ses responsabilités. Nous savons que la tâche est loin d'être complétée mais, ensemble, nous espérons réussir à travailler pour le bien de tous les Canadiens, où qu'ils soient, y compris ceux du Québec et des provinces Maritimes.

● (2020)

[Traduction]

M. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, le gouvernement actuel pourrait faire quelque chose pour le plus grand bien du pays, il pourrait démissionner demain et faire place à un gouvernement qui tâcherait de régler la situation dont il est question dans cette résolution. La politique du gouvernement a abouti à la situation décrite à la fin de la motion, c'est-à-dire:

... a provoqué une crise de stagnation économique et un taux de chômage sans précédent au Québec et dans les provinces de l'Atlantique.

Qui est responsable de cette situation? Le gouvernement est au pouvoir depuis 14 ans, depuis 1963, c'est donc lui qui est responsable de la situation économique actuelle du Canada. Le même gouvernement, qui quand tout allait bien s'en attribuait le mérite, ne peut s'en prendre qu'à lui-même maintenant que nous connaissons une période de chômage démesuré et sans précédent dans l'Est du Canada et dans les provinces de l'Atlantique—c'est la faute du gouvernement actuel, du premier ministre actuel (M. Trudeau) et de son prédécesseur, ils sont au pouvoir depuis 14 ans. Leur meilleure façon de montrer qu'ils s'intéressent encore au bien-être du pays est de démissionner. Le pays sera ruiné s'il faut attendre les élections encore un an.

Y a-t-il une crise économique et du chômage dans l'Est du Canada? Permettez que je vous parle un peu de Terre-Neuve. Les dernières données dont nous disposons indiquent que du 10 au 15 avril la main-d'œuvre réelle de Terre-Neuve comptait 180,000 personnes, dont 145,000 travaillent et 35,000 étaient en chômage. Le taux réel du chômage à Terre-Neuve au cours de cette semaine était de 19.2 p. 100. Tout gouvernement capable de ressentir le moindre remords démissionnerait après avoir vu ces chiffres. Le gouvernement libéral est au pouvoir depuis 14 ans, monsieur l'Orateur, et fait merveille, et voici que le taux de chômage atteint 19.2 p. 100.

Sortez! Retirez-vous avant qu'il ne soit trop tard. Sortez tandis que les Canadiens ne sont pas encore prêts à vous pendre.